

Synthèse régionale

Bilan économique en demi-teinte en 2018

Guillaume Volmers, Insee Bourgogne-Franche-Comté

Le bilan économique de l'année 2018 en Bourgogne-Franche-Comté délivre des points de satisfaction, concernant par exemple le chômage, la reprise du marché de l'automobile ou encore les rendements agricoles. La comparaison avec 2017 est néanmoins souvent défavorable et le décrochage s'accroît par rapport au national, notamment sur l'emploi qui recule de nouveau.

Baisse du nombre d'emplois, particulièrement dans l'intérim

Fin 2018, la Bourgogne-Franche-Comté compte 968 500 salariés, dont les trois quarts dans le secteur privé. Elle en perd 6 500 en un an, soit une diminution de 0,7 % qui met fin à deux années consécutives de hausse. Une situation inverse de la tendance nationale, où l'emploi salarié progresse de 0,6 %.

Le recul concerne tous les départements de la région, à l'exception de la Côte-d'Or. Il est particulièrement prononcé dans l'intérim et le tertiaire non marchand. L'emploi industriel continue de diminuer, mais moins fortement depuis deux ans. La construction perd à nouveau des emplois alors qu'elle en avait gagné l'an dernier pour la première fois depuis 2008. Seuls le tertiaire marchand hors intérim et l'agriculture gagnent des emplois.

La croissance de l'emploi frontalier s'accroît

En 2018, 35 300 résidents non suisses de Bourgogne-Franche-Comté exercent une activité professionnelle en Suisse. Leur nombre croît plus fortement que l'année précédente. Les trois départements de la région ayant une frontière avec la Suisse atteignent leur plus haut contingent de frontaliers. Les cantons de Vaud et Neuchâtel accueillent près des trois quarts des navetteurs de Bourgogne-Franche-Comté qui travaillent en Suisse.

Légère dégrègement du chômage

Fin 2018, le taux de chômage s'établit à 7,5 % en Bourgogne-Franche-Comté contre 8,8 % au niveau national. Il baisse de 0,2 point sur un an dans les deux cas, une amélioration moins prononcée qu'en

2017 et 2016 et qui concerne la plupart des départements de la région. Le Jura reste le moins touché par le chômage, à l'inverse du Territoire de Belfort qui est le plus impacté.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B et C sont moins nombreux que l'an dernier. Cette baisse se retrouve chez les moins de 25 ans, mais ne profite pas aux seniors ni aux chômeurs de longue durée. La dégrègement est plus profitable aux hommes qu'aux femmes.

Créations d'entreprises en hausse, regain d'intérêt pour la micro-entreprise

En Bourgogne-Franche-Comté comme en France, le nombre de créations d'entreprises augmente fortement par rapport à l'année précédente, confirmant la reprise initiée depuis deux ans. Les immatriculations d'entreprises progressent dans tous les départements de la région, dans tous les secteurs d'activité et quelle que soit leur forme juridique. L'année 2018 se démarque par un important regain d'intérêt pour les micro-entreprises, tandis que les créations de sociétés, toujours en hausse, augmentent moins fortement qu'en 2017. Parallèlement, les défaillances d'entreprises sont en diminution dans la région. Cependant, elles augmentent encore dans la moitié des départements.

Baisse des permis de construire et des ventes de logements neufs

Après une année 2017 de forte croissance, le nombre de permis de construire est en baisse de 10 % en 2018 en Bourgogne-Franche-Comté. Les mises en chantier augmentent encore de 1,7 % alors qu'elles baissent de 4 % au niveau national. Les ventes de logements neufs reculent pour la deuxième année consécutive. La région reste parmi les moins chères de France même si les prix augmentent aussi bien pour les maisons que pour les appartements. Pour les locaux non résidentiels, les surfaces autorisées à la construction sont encore à la baisse.

Un marché automobile de nouveau en croissance

En 2018, les ventes de véhicules neufs augmentent à nouveau en Bourgogne-Franche-Comté, sur un rythme qui est comparable au niveau national. La désaffection pour les véhicules diesel se poursuit, une recomposition du parc de véhicules en circulation s'effectue au profit des moteurs à essence.

Le transport de marchandises par route progresse mais plus modérément qu'en 2017, les échanges entre la région et l'extérieur sont à l'équilibre. L'activité de transport aérien, peu développée dans la région, reste stable.

Fréquentation élevée dans les hôtels et campings malgré un léger repli

La fréquentation touristique est en légère baisse en 2018 par rapport à 2017, aussi bien dans les hôtels que dans les campings. Le repli est de 1 % dans la région alors que la progression est de 1,8 % au niveau national. Dans les hôtels, la fréquentation se contracte de 0,7 % sous l'effet du repli de la clientèle résidant en France, mais le niveau global reste élevé. Dans les campings, la fréquentation est grevée par le fort recul de la clientèle résidant à l'étranger.

Très bonne année pour la viticulture

La récolte dans les vignobles de Bourgogne-Franche-Comté est abondante en 2018, supérieure à la moyenne quinquennale. Les exportations sont en hausse mais les volumes disponibles font baisser les prix. Les rendements des grandes cultures restent élevés mais baissent par rapport à l'an dernier. Les livraisons de lait progressent malgré un deuxième semestre en demi-teinte et les prix augmentent. Les abattages de bovins sont en repli, ceux de porcins et d'ovins sont en hausse. ■

Contexte national

L'économie française en ralentissement

Bruno Patier, Division Synthèse Conjoncturelle, Insee

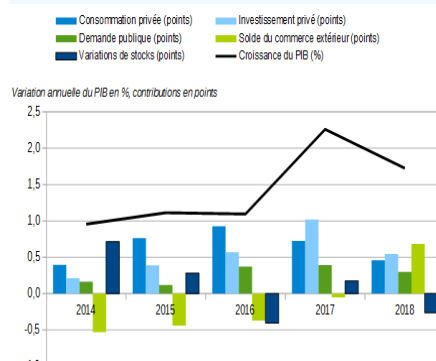
L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'essouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au Brexit.

L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

1 Le ralentissement de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis 10 ans (85,1 %).

Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

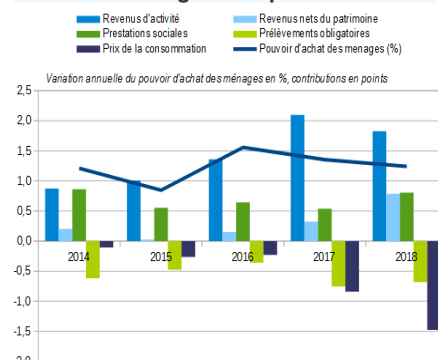
L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française,

après 9,4 % en 2017 et 10,0 % en 2016 (respectivement 8,8 % au quatrième trimestre 2018, 9,0 % fin 2017 et 10,0 % fin 2016).

Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (*figure 2*). Le ralentissement de la masse salariale provenant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (basculer CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment).

2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.